

statuant en appel. Dans ce cas, les décisions portant reconnaissance de l'incapacité de 66 p.c. au moins produisent leurs effets aux dates prévues à l'article 1^{er}, § 3 de l'arrêté royal du 29 janvier 1985.

L'article 2 produit ses effets le 1^{er} juin 1984.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre des Pensions, Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 1990.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Pensions,
G. MOTTARD

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,
R. DELIZEE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
Mme L. DETIEGE

Gezondheidsdienst die in hoger beroep uitspraak doet. In dit geval hebben de beslissingen houdende erkenning van de ongeschiktheid van ten minste 66 pct. uitwerking op de datum voorzien door artikel 1, § 3 van het koninklijk besluit van 29 januari 1985.

Artikel 2 heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1984.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Pensioenen, Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 1990.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

De Minister van Pensioenen,
G. MOTTARD

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,
R. DELIZEE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
Mevr. L. DETIEGE

F 91 — 231

23 JANVIER 1991. — Arrêté royal approuvant les modifications aux statuts de la Banque Nationale de Belgique

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque Nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1^{er} mai 1939, confirmé et modifié par la loi du 16 juin 1947, modifié par les lois du 28 juillet 1948, du 12 avril 1957 et du 19 juin 1959, par l'arrêté royal n° 42 du 4 octobre 1967 pris en exécution de la loi du 31 mars 1967 et par les lois du 9 juin 1969, 11 avril 1975, 23 décembre 1988 et 2 janvier 1991, notamment l'article 35;

Vu l'article 92 des statuts de la Banque Nationale de Belgique, approuvés par l'arrêté du Régent du 13 septembre 1948;

Vu l'expédition d'un procès-verbal authentique du 18 janvier 1991, dressé par le notaire Jacques Possoz, à Bruxelles, d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque Nationale de Belgique, société anonyme, apportant des modifications aux statuts de la société;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont approuvées les modifications suivantes aux statuts de la Banque Nationale de Belgique, adoptées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 18 janvier 1991 :

1° Dans la version néerlandaise, l'intitulé du chapitre III est remplacé par l'intitulé suivant : « Transacties ».

2° L'article 17 des statuts est remplacé par les dispositions suivantes

« Art. 17. La Banque peut, en s'assurant de la liquidité et de la sécurité de ses avoirs :-

1° acquérir et céder :

a) des effets de commerce émis en vue du financement de la livraison de biens ou de services;

b) des titres d'emprunts admis à la cote d'une bourse de valeurs mobilières ou négociés sur des marchés monétaires ou de capitaux;

2° faire des avances en compte courant et des prêts à court terme, garantis par un nantissement d'effets de commerce ou de titres d'emprunts, mentionnés au 1°, ou d'or;

N. 91 — 231

23 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de wijzigingen van de statuten van de Nationale Bank van België

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 29 van 24 augustus 1939 betreffende de bedrijvigheid, de inrichting en de bevoegdheden der Nationale Bank van België, genomen ter uitvoering van de wet van 1 mei 1939, bekrachtigd en gewijzigd door de wet van 16 juni 1947, gewijzigd door de wetten van 28 juli 1948, 12 april 1957 en 19 juni 1959, door het koninklijk besluit nr. 42 van 4 oktober 1967 genomen ter uitvoering van de wet van 31 maart 1967 en door de wetten van 9 juni 1969, 11 april 1975, 23 december 1988 en 2 januari 1991, inzonderheid op artikel 35;

Gelet op artikel 92 van de statuten van de Nationale Bank van België, goedgekeurd bij het besluit van de Regent van 13 september 1948;

Gelet op de uitgifte van een proces-verbaal in authentieke vorm van 18 januari 1991 opgemaakt door notaris Jacques Possoz, te Brussel, van een buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders van de Nationale Bank van België, naamloze vennootschap, houdende wijziging van de statuten van de vennootschap;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Worden goedgekeurd de volgende wijzigingen aan de statuten van de Nationale Bank van België, aangenomen door de buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders van 18 januari 1991 :

1° Het opschrift van hoofdstuk III van de statuten wordt vervangen door het volgende opschrift : « Transacties ».

2° Artikel 17 van de statuten wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 17. Met inachtneming van de liquiditeit en de veiligheid van haar tegoeden mag de Bank de onderstaande transacties verrichten :

1° de hierna vermeldde waarden verwerven en overdragen :

a) handelspapier uitgegeven ter financiering van de leverantie van goederen of diensten;

b) schuldbewijzen die in de notering aan een effectenbeurs zijn opgenomen of die op geld- of kapitaalmarkten worden verhandeld;

2° voorschotten in rekening-courant verstrekken en kortlopende leningen toestaan die gewaarborgd zijn door een onderpand van handelspapier of schuldbewijzen, vermeld onder 1°, of van goud;

3° recevoir des dépôts de sommes et constituer de pareils dépôts auprès d'établissements de crédit et de l'Institut de réescompte et de garantie;

4° émettre et racheter ses propres titres d'emprunts à court terme;

5° prendre en dépôt des titres et des métaux précieux, se charger de l'encaissement de titres et intervenir pour compte d'autrui dans les opérations sur valeurs mobilières, autres instruments financiers et métaux précieux;

6° effectuer des opérations sur des instruments sur taux d'intérêt;

7° effectuer des opérations sur des monnaies étrangères ou sur or;

8° effectuer des opérations en vue du placement et de la gestion financière de ses avoirs en monnaies étrangères et en d'autres éléments de réserves externes;

9° obtenir du crédit à l'étranger et à cette fin consentir des garanties;

10° effectuer des opérations relevant de la coopération monétaire européenne ou internationale. »

3° L'article 18 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 18. La Banque peut exécuter toutes les opérations et prêter tous les services qui sont l'accessoire ou le prolongement de ses missions.

La Banque peut également acquérir les propriétés immobilières strictement nécessaires au service de l'établissement ou au bien-être de son personnel. »

4° L'article 19 est abrogé.

5° L'article 20 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 20. La Banque ne peut acquérir des titres de la dette publique belge ou luxembourgeoise ni accorder de crédit aux pouvoirs publics belges ou luxembourgeois, directement ou par un intermédiaire, que pour financer des déficits temporaires de liquidités du Trésor belge, du Trésor luxembourgeois ou du Fonds des Rentes. A l'Etat belge et à l'Etat luxembourgeois ces crédits peuvent être accordés sans garantie.

Le plafond et les modalités de ces acquisitions et crédits sont déterminés, dans le respect des exigences de la politique monétaire, par des conventions conclues entre le Ministre des Finances et la Banque, après avis conforme du Conseil de régence. Ces conventions sont soumises à l'approbation du Conseil des Ministres et sont publiées dans la huitaine au *Moniteur belge*.

Ne tombent pas sous l'application de l'alinéa 1^{er}, les titres de la dette publique belge ou luxembourgeoise acquis par la Banque suite à ses interventions sur les marchés monétaires ou de capitaux.

La Banque est, à l'exclusion de tout autre organisme belge ou étranger, chargée de la conversion en francs des monnaies étrangères empruntées par l'Etat. La Banque est informée de tous les projets d'emprunts en devises de l'Etat. A la demande de la Banque, le Ministre des Finances et la Banque se concertent chaque fois que celle-ci estime que ces emprunts risquent de nuire à l'efficacité de la politique monétaire ou de change. Les modalités de cette information et de cette concertation sont arrêtées dans une convention à conclure entre le Ministre des Finances et la Banque. »

6° L'article 21 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 21. La Banque peut acquérir en outre, à concurrence d'un montant correspondant à son capital, à ses réserves et à ses comptes d'amortissement, des titres de la dette publique nationale et, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, des titres représentant le capital d'établissements financiers régis par des dispositions légales particulières ou placés sous la garantie ou le contrôle de l'Etat, ainsi que des actions de la Banque des Règlements Internationaux. »

7° L'article 22 est abrogé.

8° L'article 23 est abrogé.

9° L'article 33 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 33. La Banque peut, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, faire le service financier des établissements financiers régis par des dispositions légales particulières ou placés sous la garantie ou le contrôle de l'Etat, conformément aux conventions conclues avec ces établissements. »

10° L'article 37 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 37. Sont attribués à l'Etat, les produits des actifs rentables en francs de la Banque et de ses opérations de gestion financière, diminués des charges afférentes aux passifs rémunérés en francs et

3° gelddeposito's ontvangen en dergelijke deposito's vormen bij kredietinstellingen en het Herdiscontering- en Waarborginstituut;

4° eigen kortlopende schuldbewijzen uitgeven en inkopen;

5° effecten en edele metalen in bewaring nemen, zich belasten met het incasso van effecten en voor rekening van derden bemiddelen bij transacties in effecten, andere financiële instrumenten en edele metalen;

6° transacties met renteinstrumenten verrichten;

7° valuta- of goudtransacties verrichten;

8° transacties verrichten met het oog op het beleggen en het financiële beheer van haar tegoeden in vreemde valuta's en in andere externe reservebestanddelen;

9° in het buitenland krediet opnemen en daartoe garanties verlenen;

10° transacties in het kader van de Europese of de internationale monetaire samenwerking uitvoeren. »

3° Artikel 18 van de statuten wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 18. De Bank mag alle operaties verrichten en alle diensten verlenen die bijkomstig zijn bij haar opdrachten of erbij aansluiten.

De Bank mag eveneens de onroerende goederen verkrijgen die volstrekt nodig zijn voor het bedrijf of voor het welzijn van haar personeel. »

4° Artikel 19 van de statuten wordt opgeheven.

5° Artikel 20 van de statuten wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 20. De Bank mag, alleen ter financiering van tijdelijke liquiditeitstekorten van de Belgische Schatkist, de Luxemburgse Schatkist of het Rentenfonds, effecten van de Belgische of de Luxemburgse overheidsschuld verwerven en aan de Belgische of de Luxemburgse overheden, rechtstreeks of via een tussenpersoon, krediet verlenen. Aan de Belgische Staat en aan de Luxemburgse Staat mogen die kredieten zonder waarborg worden verleend.

Het maximumbedrag en de voorwaarden voor die verwervingen en die kredieten worden, met inachtneming van de vereisten van het monetaire beleid, bepaald bij overeenkomsten gesloten tussen de Minister van Financiën en de Bank, na verkregen instemming van de Regenteraad. Die overeenkomsten worden onderworpen aan de goedkeuring van de Ministerraad en worden binnen acht dagen bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De effecten van de Belgische of de Luxemburgse overheidsschuld die de Bank verwerft naar aanleiding van haar interventies in de geld- of kapitaalmarkten vallen niet onder lid 1.

De Bank is, met uitsluiting van iedere andere Belgische of buitenlandse instelling, belast met de omzetting in franken van de door de Staat geleende vreemde valuta's. De Bank wordt in kennis gesteld van alle voorgenomen deviezenleningen van de Staat. Op verzoek van de Bank plegen de Minister van Financiën en de Bank overleg telkens wanneer deze laatste oordeelt dat die leningen de doeltreffendheid van het monetaire of het wisselbeleid in het gedrang dreigen te brengen. De procedures voor die kennisgeving en dat overleg worden vastgelegd in een tussen de Minister van Financiën en de Bank te sluiten overeenkomst. »

6° Artikel 21 van de statuten wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 21. De Bank mag bovendien, tot een bedrag gelijk aan haar kapitaal, reserves en afschrijvingsrekeningen, effecten van de nationale overheidsschuld verwerven en, met toestemming van de Minister van Financiën, effecten verkrijgen die het kapitaal vertegenwoordigen van financiële instellingen waarvoor bijzondere wettelijke bepalingen gelden of die onder de garantie of de controle van de Staat vallen, alsmede aandelen van de Bank voor Internationale Betalingen. »

7° Artikel 22 van de statuten wordt opgeheven.

8° Artikel 23 van de statuten wordt opgeheven.

9° Artikel 33 van de statuten wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 33. De Bank mag, met toestemming van de Minister van Financiën, de financiële dienst waarnemen van financiële instellingen waarvoor bijzondere wettelijke bepalingen gelden of die onder de garantie of de controle van de Staat vallen; daartoe worden met die instellingen overeenkomsten gesloten. »

10° Artikel 37 van de statuten wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 37. Aan de Staat worden toegekend de opbrengsten van de rentegevende activa in franken van de Bank en van haar financiële beheerstransacties, verminderd met de uit hoofde van rentegevende

aux opérations de gestion financière, qui excèdent 3 pourcent de la différence entre le montant moyen, calculé sur une base annuelle, de ces actifs et de ces passifs.

Cette disposition ne s'applique pas aux effets et aux titres acquis en représentation du capital, des réserves et des comptes d'amortissement dont le produit est à la libre disposition de la Banque.

Les modalités d'application des dispositions contenues au présent article sont fixées par des conventions à conclure entre l'Etat et la Banque. »

11° Les alinéas 2 et 3 de l'article 53 sont remplacés par la disposition suivante :

« Cinq régents sont présentés par le Ministre des Finances. »

Art. 2. Les modifications susmentionnées des statuts de la Banque Nationale de Belgique entrent en vigueur le 29 janvier 1991, à l'exception des modifications à l'article 53, alinéas 2 et 3, qui entreront en vigueur lorsque les mêmes modifications à l'article 24, alinéas 5 et 6 de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque Nationale de Belgique seront entrées en vigueur.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 29 janvier 1991.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 janvier 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

passiva in franken en de financiële beheerstransacties gedragen lasten, boven 3 procent van het verschil tussen het op jaarbasis berekende gemiddelde bedrag van deze activa en dat van deze passiva.

Deze bepaling is niet toepasselijk op de fondsen en effecten verkregen ter vertegenwoordiging van het kapitaal, van de reserves en van de afschrijvingsrekeningen, waarvan het provenu vrij ter beschikking van de Bank staat.

De regels voor de toepassing van de in dit artikel opgenomen bepalingen worden vastgesteld bij tussen de Staat en de Bank te sluiten overeenkomsten. »

11° Het tweede en derde lid van artikel 53 worden vervangen door de volgende bepaling :

« Vijf regenten worden voorgesteld door de Minister van Financiën. »

Art. 2. De voormelde wijzigingen aan de statuten van de Nationale Bank van België treden in werking op 29 januari 1991, met uitzondering van de wijzigingen van artikel 53, lid 2 en 3, die in werking zullen treden wanneer dezelfde wijzigingen van artikel 24, lid 5 en 6, van het koninklijk besluit nr. 29 van 24 augustus 1939 betreffende de bedrijvigheid, de inrichting en de bevoegdheid der Nationale Bank van België, in werking zullen zijn getreden.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 29 januari 1991.

Art. 4. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

F. 91 — 232

23 JANVIER 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1935 fixant les statuts de l'Institut de Réesc compte et de Garantie

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Réesc compte et de Garantie, notamment l'article 1^{er} modifié par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939, par la loi du 30 juin 1975 et par la loi du 4 décembre 1990, l'article 4, modifié par la loi du 20 février 1978, par la loi du 4 décembre 1990 et par la loi du 2 janvier 1991, l'article 9, modifié par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939 et par la loi du 4 décembre 1990, et l'article 14, modifié par la loi du 30 juin 1975 et par la loi du 4 décembre 1990;

Vu les statuts de l'Institut de Réesc compte et de Garantie, établis par l'arrêté royal du 22 juin 1935, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939 et par l'arrêté royal du 20 janvier 1976, l'article 4, modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1978, l'article 22, modifié par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939 et l'article 41, modifié par l'arrêté royal du 20 janvier 1976;

Vu la proposition du comité de direction, approuvée à l'unanimité par l'assemblée générale extraordinaire des détenteurs de parts de l'Institut de Réesc compte et de Garantie en date du 7 janvier 1991;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 3 des statuts de l'Institut de Réesc compte et de Garantie, établis par l'arrêté royal du 22 juin 1935, modifié par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939 et par l'arrêté royal du 20 janvier 1976, le mot « belges » est supprimé.

N. 91 — 232

23 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1935 tot vaststelling van de statuten van het Herdiscontering- en Waarborginstituut

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een Herdiscontering- en Waarborginstituut, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939, bij de wet van 30 juni 1975 en bij de wet van 4 december 1990, op artikel 4, gewijzigd bij de wet van 20 februari 1978, bij de wet van 4 december 1990 en bij de wet van 2 januari 1991, op artikel 9, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939 en bij de wet van 4 december 1990, en op artikel 14, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1975 en bij de wet van 4 december 1990;

Gelet op de statuten van het Herdiscontering- en Waarborginstituut, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 22 juni 1935, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939 en bij het koninklijk besluit van 20 januari 1976, op artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 april 1978, op artikel 22, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939 en op artikel 41, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 januari 1976;

Gelet op het voorstel van het bestuurscomité, met eenparigheid goedgekeurd op 7 januari 1991 door de buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders van het Herdiscontering- en Waarborginstituut;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3 van de statuten van het Herdiscontering- en Waarborginstituut, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 22 juni 1935, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939 en bij het koninklijk besluit van 20 januari 1976, wordt het woord « Belgische » geschrapt.